

Affaires extérieures

refuse également de communiquer les rapports que publie l'ACDI sur les pays en question, ce qui permettrait aux parlementaires de voir si le 1.1 milliard de dollars des contribuables canadiens est utilisé à bon escient. Le gouvernement actuel pousse si loin cette manie du secret que même une étude du Conseil du Trésor sur les effets de l'aide consentie par l'ACDI, aide qui est étroitement liée à l'économie canadienne, n'est pas accessible au public.

Cela doit changer, monsieur l'Orateur. Une façon d'y arriver serait de présenter et de faire adopter la mesure législative que mon collègue le député de Peace River (M. Baldwin) a proposée en vue de rendre les documents du gouvernement plus accessibles au public. Cependant, une autre façon d'y arriver—j'estime quant à moi que l'une ne va pas sans l'autre—serait d'instituer un comité des affaires étrangères auquel la Chambre des communes confierait un mandat beaucoup étendu. Nous devrions élargir le mandat actuel du comité de façon qu'il compte un vice-président qui siège dans l'opposition, et qu'il soit doté des effectifs de recherche et de soutien nécessaires. Un pareil comité devrait d'après nous être régulièrement mandaté pour examiner le rapport annuel du ministre. Il devrait pouvoir siéger dans toutes les régions du pays et permettre au plus grand nombre possible de Canadiens qui s'inquiètent de la situation au Canada et dans le monde, de manifester enfin leur inquiétude et d'influer sur cette politique, eux à qui les moyens ont toujours manqué jusqu'ici pour le faire.

Les députés savent que tous les Canadiens ont un intérêt primordial à ce que la paix règne entre les pays et à ce que les relations progressent sur le plan international. Notre parti veut que le Canada retrouve son rang pour que son rôle dans les affaires internationales soit une source de fierté pour les Canadiens et aussi une grande source de créativité, qui invite une fois de plus les Canadiens au dépassement. Nous estimons que si nous atteignons cet objectif, nous contribuerons en même temps à consolider l'unité de notre pays.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais féliciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) et le chef de l'opposition (M. Clark) pour la façon intéressante, claire et convaincante dont ils ont amorcé ce débat. Je suis bien conscient, et je suppose que tous les députés le sont, que les affaires internationales ne suscitent pas un intérêt aussi passionné que d'autres questions, que ce soit au Parlement, dans les médias ou même dans le grand public. Néanmoins, comme on l'a dit, c'est un sujet de grave préoccupation pour la survivance de la race humaine, pour l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, et peut-être pour notre propre avenir. Il faut que nous soyons à même de résoudre les problèmes internationaux et d'assurer une paix durable. Il sied donc de consacrer un peu de notre temps à cette question.

Je voudrais aborder ici un certain nombre de sujets et, pour commencer, celui du désarmement. Dans un excellent ouvrage intitulé *«Le Jeu du désarmement»*, l'éminente spécialiste suédoise, Alva Myrdal dit ceci:

Entre temps, nous devons faire tout notre possible pour sensibiliser le public. La course aux armements est de toute évidence un mauvais calcul et menace notre société à tous. C'est seulement en renversant cette tendance, en commençant et en continuant à réduire les importants stocks d'armes, aussi bien nucléaires que classiques, qui sont dispersés dans le monde entier, que nous trouverons la sécurité.

Cette stratégie exige, en premier lieu, que l'on considère la course aux armements comme la grande question morale internationale de notre temps.

Comme elle le dit, monsieur l'Orateur, c'est un problème qui a été créé de toutes pièces par l'homme, mais au moins nous avons les moyens de le résoudre. Comme le fait remarquer Alva Myrdal, le monde est au bord de l'abîme et c'est l'homme qui, par sa folie, l'y a mené. Elle parle de la course aux armements comme d'une folie collective. Et il y a peu de gens qui en savent davantage qu'elle sur ce sujet, car elle a représenté son pays à de nombreuses conférences internationales, européennes et bilatérales sur le désarmement.

Actuellement, tous les pays achètent une insécurité de plus en plus grande à un coût de plus en plus élevé. Dans son livre, M^{me} Myrdal parle de 300 milliards de dollars dépensés annuellement pour la course aux armements. Certains avancent même le chiffre de 400 milliards. La somme dépensée à cet effet est du même ordre de grandeur que le revenu total des pays les plus pauvres, qui forment plus de la moitié de l'humanité.

L'Institut international de la paix de Stockholm, connu sous le nom de SIPRI, nous fournit une autre comparaison. Il nous rappelle, par exemple, que le monde dépense plus pour la défense que pour l'éducation ou la santé. Les dépenses militaires représentent 15 fois plus que l'aide consentie aux pays sous-développés. Elles équivalent au produit national brut de l'ensemble des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie australe.

● (1722)

Les pays déploient tellement d'efforts dans le domaine de la science et de la recherche afin d'augmenter leur puissance que l'on peut affirmer, pour reprendre une réflexion bien répandue, qu'ils sont en mesure de s'entredétruire plusieurs fois. Je signale à la Chambre que la force militaire ne peut s'acquiescer qu'au détriment du bien-être social. Cela est vrai non seulement à propos des armes nucléaires mais aussi des prétendues armes classiques qui sont devenues de plus en plus raffinées et de plus en plus nombreuses partout dans le monde, même dans les pays les plus pauvres qui font partie de ce qu'on appelle parfois le tiers monde. Je compte revenir plus tard sur la dernière découverte révolutionnaire effectuée dans le cadre de la course aux armements. Je crois qu'il s'agit d'une sinistre trouvaille. Je veux parler de la possibilité qu'on produise des bombes à neutrons.

Tous les gouvernements ont tendance à justifier leur participation à la course aux armements en affirmant que celle-ci est nécessaire pour leur sécurité. Mais c'est là une illusion. Si la course aux armements est devenue une folie généralisée, c'est que chaque pays paie de plus en plus cher pour accroître son insécurité. En réalité, il est devenu évident que cette course aux armements ne mène qu'à une plus grande vulnérabilité contre les attaques. Au fur et à mesure de l'augmentation des dépenses pour la défense, il devient plus difficile de financer des projets civils comme ceux relatifs à la santé, à l'éducation, au logement et à la satisfaction d'autres besoins à caractère social. Un accroissement des dépenses publiques dans ces domaines, accompagné d'une bonne planification, se traduirait par une augmentation de la productivité et par une amélioration de la qualité de la vie des individus.

Il ne s'agit pas uniquement du danger auquel font face les humains, ni de leur sécurité; il s'agit également de gaspillage des ressources humaines, du danger que la militarisation des pays sache la morale des peuples qui pensent en termes de